

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME**

Tél. 03 86 60 70 80
Télécopie : 03 86 60 72 60
AFFAIRE SUIVIE PAR Mme MARTIN
Tél. 03.86.60.71.47
N° 2000/P/ 4075

ARRETE

déclarant d'utilité publique au bénéfice de la commune de COULOUTRE,
l'établissement de périmètres de protection autour du captage des Bassots
situé sur le territoire de la commune de COULOUTRE, ainsi que l'institution des servitudes afférentes

Autorisant la dérivation des eaux par pompage

LE PREFET DE LA NIEVRE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles R 11-1 et suivants et R 11-19 et suivants ;

VU l'article 113 du Code Rural ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les articles L 20 et L 20-1 du Code de la Santé Publique ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967, pris pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des points d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la délibération du 24 juin 1997 par laquelle la Commune de COULOUTRE demande l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire, en vue de la réalisation du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable de la Commune de COULOUTRE et l'établissement de périmètres de protection ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 4 juillet 1990 (additifs du 03 décembre 1999) ;

VU l'arrêté de M. le Sous-Préfet de COSNE SUR LOIRE en date du 10 février 2000 portant ouverture d'enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;

VU les dossiers d'enquêtes d'utilité publique et parcellaire et les registres y afférents ;

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur sur l'utilité publique du projet en date du 16 avril 2000 ;

VU l'avis favorable de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 12 juillet 2000 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 15 septembre 2000 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

Article 1^{er} : Sont déclarés d'utilité publique au profit de la Commune de COULOUTRE, les travaux de captage comportant la dérivation d'une partie des eaux souterraines et l'instauration de périmètres de protection autour du captage des Bassots sur le territoire de la Commune de COULOUTRE, la création des servitudes afférentes.

Article 2 : La Commune de COULOUTRE est autorisée à dériver les eaux de ce captage pour les besoins du réseau public de distribution sur la Commune de COULOUTRE.

Les prélèvements par pompage n'excéderont pas $15 \text{ m}^3 \cdot \text{h}^{-1}$ et $250 \text{ m}^3 \cdot \text{j}^{-1}$.

Article 3 : Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le volume journalier autorisé, ainsi que les appareils de contrôle nécessaires seront soumis par la Commune à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 4 : Conformément à l'engagement pris par la Commune de COULOUTRE en date du 9 janvier 1996, celui-ci devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5 : Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé et en application des dispositions du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989, des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans, et pour celui de protection rapprochée, des états parcellaires annexés au présent arrêté (feuillet 1 à 8).

Article 6 :

1) PROTECTION IMMEDIATE

Le périmètre immédiat autour des captages doit être entièrement clos de façon efficace, à sa diligence et à ses frais par la collectivité exploitante et interdit à toute circulation autre que celle nécessitée pour l'entretien de l'ouvrage et de ses abords.

Il correspond à la parcelle cadastrée : Section D n° 303.

2) PERIMETRE RAPPROCHE

Il couvrira les parcelles suivantes de la Commune de COULOUTRE :

Section D n° 183, 184, 185, 186, 187, 188 (en partie), 257 (en partie), 302 a (en partie), 302 b (en totalité).
Section B n° 251, 252, 253, 377, 379, 380, 381, 382, 383, 384.
Section ZC n° 62, 81, 84, 85, 107, 108, 109.

3) PERIMETRE ELOIGNE

Ses limites seront les suivantes :

- à l'ouest, le chemin traversant les "usages de COULOUTRE" puis la limite entre les parcelles cadastrées D2 n° 260, 261.
- au nord, la limite du périmètre rapproché défini ci-dessus.
- à l'est, le chemin nommé "ligne du rond de bouillant" sur la carte topographique et "chemin rural du gros Châtaignier" sur le cadastre.
- au sud, la limite de la commune puis le chemin reliant les point cotés 297, 286 de la carte topographique, dénommé "chemin rural de Menou à la Montagne" sur le cadastre.

4) INTERDICTIONS OU SERVITUDES A APPLIQUER DANS LES PERIMETRES RAPPROCHE ET ELOIGNE

La législation destinée à réglementer la pollution des eaux sera strictement appliquée dans les périmètres rapproché et éloigné, particulièrement en ce qui concerne les établissements qui, par leurs rejets (déversements, écoulements, jets, dépôts directs et indirects d'eau ou de matière) ou tout autre fait ou activité, peuvent altérer la qualité du milieu naturel (décharges d'ordures ménagères, de résidus urbains ou de déchets industriels, porcheries, campings, etc...).

a) périmètre rapproché

Parmi les activités, dépôts ou constructions visés par le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 et la circulaire du 24 juillet 1990 y seront interdits :

- le forage de puits et l'implantation de tout forage ou captage autres que ceux destinés au renforcement des installations faisant l'objet du rapport ;
- l'ouverture de carrières et de gravières et plus généralement de fouilles susceptibles de modifier le mode de circulation des eaux et leur sensibilité à la pollution ;
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;
- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines ;
- l'épandage d'eaux usées, de matières de vidange et d'engrais liquides d'origine animale tels que purin et lisier ;
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de déchets industriels et de produits radioactifs ;
- l'utilisation de défoliants pesticides ou herbicides ;
- tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

Les présentes interdictions et servitudes ouvrent droit à indemnisation sur demande des propriétaires ou ayant droits inclus dans les périmètres susmentionnés.

b) périmètre éloigné

Seront interdits :

- le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de déchets industriels et de produits radioactifs ;
- l'épandage d'eaux usées, de matières de vidange et d'engrais liquides d'origine animale tels que purin et lisier ;
- l'utilisation de défoliants et tout déboisement à l'exception de l'exploitation normale de la forêt.

Les autres activités, dépôts ou constructions rappelés au paragraphe a) ci-dessus seront soumis à autorisation des autorités compétentes après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Article 7 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pris pour l'application de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Article 8 : Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai maximum d'un an.

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées.

Article 9 : Postérieurement à la notification et à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé et situé dans les périmètres de protection qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'Administration (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales) en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par le géologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 10 : Les terrains des périmètres de protection immédiate seront clôturés par la collectivité concernée de façon efficace, à sa diligence et à ses frais.

Article 11 : Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Maire de la Commune de COULOUTRE est chargé de faire effectuer ces formalités et d'afficher le présent arrêté en sa mairie avec établissement par ses soins d'un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité.

Article 12 : Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et le décret n° 89-3 susvisé. Le contrôle sanitaire sera effectué sous l'autorité de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral n° 92-2719 du 5 août 1992.

Article 13 : La publication du présent arrêté est faite notamment en vue de l'application de l'article L 13-2 du Code de l'Expropriation, ci-après reproduit :

« En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture d'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation. Dans la huitaine qui suit cette notification, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires et ceux qui ont des droits d'emphytéoses, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. Les autres intéressés seront mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus, dans le même délai de huitaine, de se faire connaître à l'expropriant à défaut de quoi ils seront déchus de tout droit à indemnité ».

Article 14 : Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférés au Tribunal Administratif de DIJON par toute personne intéressée par l'opération, c'est-à-dire, ayant un intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification dudit acte ou de la sa publication collective.

Article 15 :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
- M. le Sous-Préfet de COSNE SUR LOIRE,
- M. le Maire de COULOUTRE,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Directeur Départemental de l'Equipement.

Pour ampliation

Le Chef de Bureau délégué


J.P. CHANELLE



Fait à NEVERS, le 13 NOV. 2000

Le Préfet,
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Olivier ANDRE

SERVICE DES EAUX DE LA COMMUNE DE COULOUTRE

Commune de COULOUTRE

.....

**Périmètres de protection de Captage
pour l'alimentation en eau potable**

.....

SOURCE DES BASSOTS

D.U.P.

PLAN DE SITUATION

Echelle 1/25 000



**GEOMETRE
EXPERT**

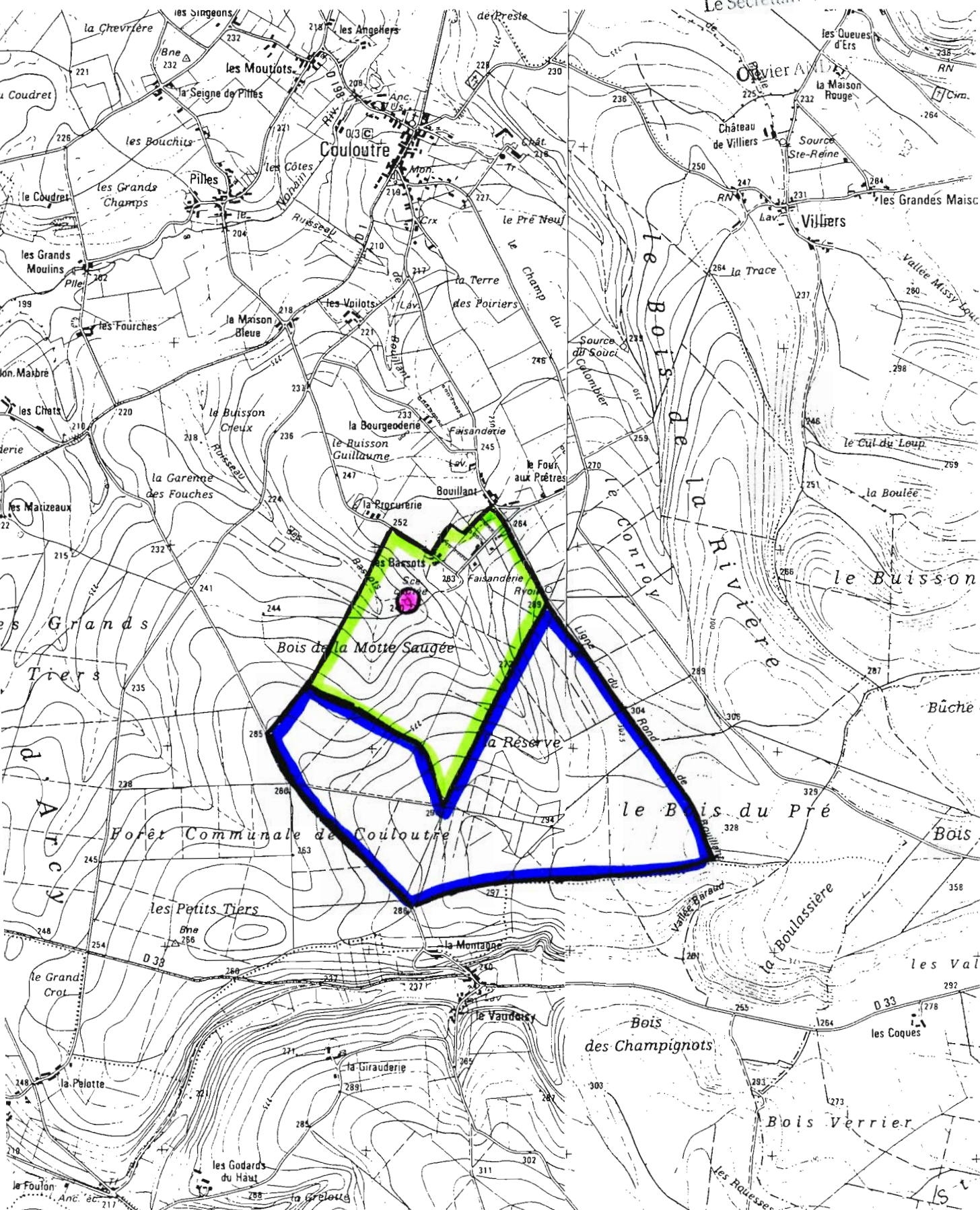
Jean-Paul RAQUIN

BUREAU PRINCIPAL :
2, Avenue Saint-Just, 58003 NEVERS
Téléphone : 03-86-61-13-29

BUREAU SECONDAIRE :
6, rue du Grenier à Sel, 58501 CLAMECY
Téléphone : 03-86-24-47-14

■ Périmètre éloigné

Le Préfet
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général



SERVICE DES EAUX DE LA COMMUNE DE COULOUTRE

Commune de COULOUTRE

.....

**Périmètres de protection de Captage
pour l'alimentation en eau potable**

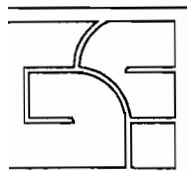
.....

SOURCE DES BASSOTS

D.U.P.

PLAN PARCELLAIRE

Echelle 1/5 000
(Extrait du plan cadastral)



**GEOMETRE
EXPERT**

Jean-Paul RAQUIN

BUREAU PRINCIPAL :
2, Avenue Saint-Just, 58003 NEVERS
Téléphone : 03-86-61-13-29
Fax : 03-86-61-13-26

BUREAU SECONDAIRE :
6, rue du Grenier à Sel, 58501 CLAMECY
Téléphone : 03-86-24-47-14
Fax : 03-86-27-22-24

Vu pour être annexé à notre
arrêté en date de ce jour
Nevers, le 13 NOV. 2000

Le Préfet

Par le Préfet
en déléguation
Le Secrétaire Général

Olivier ANDRE

■ Périmètre rapproché

